

Déterminants du recours au crédit usurier en milieu rural dans la région sud-est de Madagascar

Determinants of reliance on usurious credit in rural areas of South-Eastern Madagascar.

Auteur 1 : VAOHASY MANDRESITSARA Tefy Tsanala Soronaina.

Auteur 2 : TSIMANGATAKA Andriamampandra Tsimiovalaza.

Auteur 3 : OUSTADHUI Mohamed.

Auteur 4 : TEFY Ndrendahy Soronaina.

VAOHASY MANDRESITSARA Tefy Tsanala Soronaina

EDGVM, Université de Mahajanga, Madagascar

TSIMANGATAKA Andriamampandra Tsimiovalaza

EDGVM, Université de Mahajanga, Madagascar

OUSTADHUI Mohamed

EDGVM, Université de Mahajanga, Madagascar

TEFY Ndrendahy Soronaina

EDTM3D, Université de Toamasina, Madagascar

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : VAOHASY MANDRESITSARA, T.T.S., TSIMANGATAKA, A.T., Mohamed, O., TEFY, N.S. (2026) «Déterminants du recours au crédit usurier en milieu rural dans la région sud-est de Madagascar », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 3441– 3458.



DOI : 10.5281/zenodo.21292182

Copyright © 2026 – ASJ



RESUME

Cet article identifie les déterminants du recours au crédit usurier en milieu rural dans la région sud-est de Madagascar où la pratique usuraire est prédominante. Il adopte une approche quantitative basée sur les données de 350 ménages. Le recours au crédit usurier est considéré comme variable binaire et dépendante (oui ou non). Les variables explicatives sont regroupées en quatre catégories. La première catégorie s'intéresse particulièrement aux variables sociodémographiques du ménage dont l'âge du chef du ménage, la taille du ménage, l'activité principale et le niveau d'éducation. La seconde variable englobe les variables socio-économiques tels sont le revenu mensuel et les besoins de subsistance. La troisième catégorie concerne le facteur institutionnel qui est l'accès aux services financiers formels. La quatrième catégorie inclue la variable culturelle comme les obligations traditionnelles. Pour estimer l'impact de ces variables sur le choix d'utilisation du crédit usurier ou non, une régression logistique binaire a été utilisée. Les résultats confirment la forte prévalence du crédit usurier avec une proportion de 80 % des ménages interrogés. Les obligations traditionnelles représentent le déterminant qui explique plus l'utilisation du crédit usurier (OR=5,779 ; $p=0,002$). La taille du ménage (OR=2,928 ; $p=0,002$) et les besoins de subsistance augmentent la probabilité de recours au crédit tandis que le niveau d'éducation (OR=0,222 ; $p<0,001$), le revenu (OR=0,149 ; $p<0,001$) et l'accès aux services financiers formels (OR=0,025 ; $p=0,001$) diminuent cette probabilité. Ces résultats soulignent l'influence de la tradition dans le comportement financier des ménages et sollicitent la promotion de l'inclusion financière adaptée à la réalité locale.

Mots clés : inclusion financière ; crédit usurier ; ménages ruraux ; obligations traditionnelles ; Madagascar.

ABSTRACT

This article identifies the determinants of reliance on usurious credit in rural areas of southeastern Madagascar, where this practice remains widespread. The study adopts a quantitative approach based on data collected from 350 households. Reliance on usurious credit is considered as a binary dependent variable, indicating whether or not a household uses this type of credit. The explanatory variables are grouped into four categories. The first category includes household sociodemographic characteristics, namely the age of the household head, household size, main activity, and level of education. The second category covers socioeconomic variables, including monthly income and subsistence needs. The third category refers to the institutional factor, represented by access to formal financial services. The fourth category relates to cultural factors, particularly traditional obligations. To estimate the effect of these variables on the decision to use usurious credit, a binary logistic regression model was applied. The results confirm the high prevalence of usurious credit, with 80% of the surveyed households reporting its use. Traditional obligations appear to be the strongest determinant of reliance on usurious credit (OR = 5.779; $p = 0.002$). Household size (OR = 2.928; $p = 0.002$) and subsistence needs increase the likelihood of using this type of credit. Conversely, education level (OR = 0.222; $p < 0.001$), household income (OR = 0.149; $p < 0.001$), and access to formal financial services (OR = 0.025; $p = 0.001$) significantly reduce this likelihood. These findings highlight the influence of traditional obligations on household financial behavior and call for the promotion of financial inclusion strategies adapted to local realities.

Keywords: financial inclusion; usurious credit; rural households; traditional obligations; Madagascar.

INTRODUCTION

Le crédit constitue un élément crucial en matière de résilience, de croissance et de développement d'un pays. Selon Schumpeter (1934), il permet de financer des activités productives, l'innovation et l'investissement. Ce crédit fournit des nouvelles sources de financements pour répondre aux besoins de production et de consommation. Banerjee et Duflo (2011) souligne également que le crédit peut aider certains ménages à gérer les chocs économiques et à lisser la consommation.

Malgré cette importance à la fois économique et sociale, Madagascar connaît une forte exclusion financière formelle. D'après le rapport de l'Enquête Permanente auprès des Ménages 2021-2022, près de 87 % des adultes sont exclus des systèmes financiers formels ou n'utilisent pas le système d'épargne villageois (INSTAT, 2024). Ces données sont également appuyées par la base Global Findex 2025 de la Banque mondiale. Selon cette source, seulement 24,45% de la population âgée de 15 ans et plus à Madagascar détiennent un compte auprès d'une institution financière ou d'un prestataire de services de mobile money en 2024 (Banque mondiale, 2025). Ce faible niveau d'accès aux services financiers formels et numériques confirme la persistance de l'exclusion financière dans le pays et renforce l'intérêt d'analyser le recours au crédit usurier en milieu rural. La situation observée dans la région sud-est illustre cette problématique, où près de 98,5 % des adultes sont exclus des services financiers formels (INSTAT, 2024). Cette région est marquée par une forte présence des activités agricoles, des revenus faibles et saisonniers et surtout un fort attachement à la pratique traditionnelle. Cette dernière revêt une importance particulière dans la communauté rurale de la région sud-est. Ces obligations socioculturelles génèrent des nouvelles dépenses, en particulier celles relatives aux funérailles, aux cérémonies, aux rituelles, au fihavanana, aux amendes et réparations coutumières. Elles sont souvent non planifiées et immédiates. En indisponibilités des liquidités, les ménages tournent souvent vers les prêteurs informels.

Le crédit usurier désigne un prêt en numéraire ou en nature accordé hors de cadre réglementaire, de manière simple et rapide. Cependant, il exige de garantie parfois excessive, de modalité de remboursement défavorable et de taux d'intérêt exorbitant. C'est ainsi que les ménages sont confrontés à une situation paradoxale. Ils utilisent le crédit usurier en dépit de ses conditions contraignantes lorsqu'ils ne trouvent pas d'autres alternatives simples et rapides. Cette situation renforce la vulnérabilité économique des ménages et les entraîne dans un cycle vicieux de dépendance (Bhaduri, 1973).

Le présent article porte ainsi sur le recours au crédit usurier en milieu rural dans la région sud-est de Madagascar. L'objectif de cet article est d'estimer les variables qui déterminent le recours au crédit usurier en prenant compte à la fois les caractéristiques sociodémographiques (taille de ménage, le niveau d'éducation), la situation socio-économique (le revenu et les besoins de subsistance), l'accès aux services financiers formels et les dimensions culturelles (les obligations traditionnelles).

Cette recherche met en lumière l'interaction des différents facteurs qui expliquent le maintien de la pratique usuraire et contribue à orienter les politiques publiques au regard des différents aspects sociaux, économiques, institutionnels et culturels.

Pour atteindre notre objectif, nous avons orienté la collecte de données auprès de 350 ménages ruraux autour de questions sur les caractéristiques sociodémographiques des ménages, leurs situations économiques, leurs accès aux services financiers formels et informels et leurs obligations aux traditions.

Cet article est structuré comme suit. Premièrement, nous présentons une brève revue de littérature. Deuxièmement, nous décrivons la méthodologie adoptée. Troisièmement, nous exposons et interprétons les résultats. Quatrièmement, nous discutons les principaux résultats. Et enfin, nous terminons ce travail par une conclusion.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1. Approches théoriques du crédit informel et usuraire

La théorie du rationnement du crédit et de l'exclusion financière explique les raisons qui poussent les ménages à utiliser le crédit informel et usurier. En effet, la théorie du rationnement du crédit aborde les entraves à l'accès au crédit formel d'où l'asymétrie de l'information. Elle s'est traduite par l'incapacité des institutions financières à distinguer réellement les emprunteurs solvables des emprunteurs risqués. Ce phénomène influence les décisions des institutions formelles de limiter l'offre de crédit plutôt que d'accroître le taux d'intérêt (Stiglitz et Weiss, 1981). Cela oblige certains ménages à utiliser le crédit usurier.

Concernant la théorie de l'exclusion financière, elle s'intéresse aux freins à l'accès aux services financiers formels dont l'éloignement géographique, les coûts de transactions élevés, l'absence de garanties et la faible rentabilité des services bancaires en milieu rural (Leyshon et Thrift 1995). Ces contraintes favorisent le développement du système financier informel.

A cela s'ajoute, le système financier informel offre des avantages qui attirent les ménages, notamment la procédure simple, la rapidité, le lien social entre le prêteur et l'emprunteur. Dans

la même perspective, l'insuffisance, l'absence et l'inefficacement des institutions financières formelles développent le marché de crédit informel (Hoff et Stiglitz 1990).

1.2. Déterminants empiriques du recours au crédit usurier

Le recours au crédit usurier est influencé par les facteurs économiques, sociodémographiques, institutionnels et socioculturels.

En premier lieu, la situation de pauvreté accroît l'utilisation du crédit usurier. Elle est souvent associée à des revenus faibles et irréguliers, ce qui pousse les ménages à chercher d'autre source de financement pour couvrir ses besoins essentielles et pour faire face à ses dépenses urgentes (Banerjee et Duflo 2011).

En second lieu, les facteurs sociodémographiques, tels que la taille du ménage, le niveau d'éducation sont parmi les facteurs principaux qui expliquent l'utilisation du crédit informel. Autrement dit, les ménages nombreux ont plus de chance de dépenser plus que les ménages de petite taille. En plus, le niveau d'éducation peut influencer aussi le choix d'utilisation du type de crédit car une personne plus instruite possède des connaissances et des compétences sur les procédures du système formel et de la gestion financière. D'après Sen (1999), les capacités individuelles peuvent orienter les choix économiques.

En troisième lieu, les exigences administratives, le manque de garantie, l'éloignement des institutions financières et la complexité des procédures freinent l'accès aux services financiers formels. Ces barrières d'accès renforcent l'utilisation du crédit informel (Armendáriz et Morduch, 2010).

Enfin, les facteurs socioculturels, notamment les cérémonies familiales, les événements traditionnels maintiennent la pratique usuraire. De ce fait, ces événements engendrent des nouvelles dépenses et parfois immédiats qui incitent les ménages à chercher autres modalités de financement. Cette analyse rejoint les travaux de Platteau (2000), qui confirme que les normes et les obligations communautaires influencent fortement les comportements économiques dans les sociétés rurales.

1.3. Variables retenues à partir de la littérature

Ce tableau 1 récapitule les principales variables retenues à partir de la revue de littérature.

Tableau N°1 : Synthèse des variables retenues dans l'étude

Dimension d'analyse	Variables retenues	Justification générale
Dimension sociodémographique	Age du chef de ménage, taille du ménage, niveau d'éducation	Ces variables permettent d'apprécier le profil du

		ménage et sa capacité à faire face aux besoins financiers.
Dimension économique	Revenu mensuel, besoins de subsistance	Ces variables traduisent la capacité financière du ménage et le niveau de pression lié aux dépenses essentielles.
Dimension institutionnelle	Accès aux services financiers formels	Cette variable permet d'analyser le rôle de l'inclusion financière dans le choix des sources de financement.
Dimension culturelle	Obligations traditionnelles	Cette variable permet de prendre en compte le poids des dépenses sociales et coutumières dans les décisions financières des ménages.
Dimension professionnelle	Activité principale	Cette variable permet d'apprécier si la nature de l'activité exercée influence le recours au crédit usurier.

Source : Auteur, juin 2025

A partir des éléments développés dans la revue de littérature, plusieurs variables ont été retenues pour analyser le recours au crédit usurier en milieu rural. Ces variables renvoient aux caractéristiques sociodémographiques, économiques, institutionnelles et socio-culturelles des ménages.

2. METHODOLOGIE

2.1. Zone d'étude, population et collecte des données

La zone d'étude couvre onze communes rurales située dans la partie nord-est de la région sud-est de Madagascar. Le choix de cette zone se justifie par la forte présence du système usurier. Ainsi, nous avons enquêté de manière aléatoire 350 ménages au cours du mois de juin 2025.

L'activité principale de la population repose sur l'exploitation agricole, qui génère souvent des revenus faibles. En matière d'inclusion financière, la majorité de la population sont exclus du système formel et tourne vers l'informel.

Pour collecter des données, nous avons utilisés des questionnaires structurés concernant les caractéristiques des ménages y compris l'âge du chef de ménage, la taille, l'activité principale, le niveau d'éducation, le revenu mensuel, les besoins de subsistance, les obligations liées aux traditions et l'accès aux services financiers formels et informels. La période de référence pour identifier si les ménages ont recours aux usuriers est de douze mois. Cela implique une utilisation du crédit usurier par les ménages entre juin 2024 et juin 2025.

Nous avons collectés également les informations à propos des caractéristiques et fonctionnement du crédit usurier à savoir la différente forme du crédit usurier, le taux de remboursement, l'échéance et les garanties exigées. Ces variables ont été utilisées pour l'analyse descriptive tandis que les variables sur les caractéristiques de ménages ont été mobilisées dans le modèle de régression logistique.

2.2. Variables de l'étude

Ce tableau 2 présente les différentes variables et leurs codifications.

Tableau N°2 : Présentation et codification des variables

Variable	Type	Codification	Signe attendu
Recours au crédit usurier	Dépendante	1= Oui 0= Non	-
Age du chef de ménage	Explicative	Nombre d'années	+/-
Activité principale	Explicative	1= Secteur primaire 2= Secteur secondaire 3= Secteur tertiaire	+ /-
Niveau d'éducation	Explicative	1= Primaire 2= Secondaire 3= Universitaire	-
Taille du ménage	Explicative	Nombre de personnes dans le ménage	+

Revenu mensuel	Explicative	1= Moins de 250 00 Ar 2= Entre 250 000 Ar et 499 999 Ar 3= Plus de 500 000 Ar	+
Accès aux services financiers formels	Explicative	1= Oui 0= Non	-
Obligations traditionnelles	Explicative	1= Oui 0= Non	+
Besoins de subsistance	Explicative	1= Aucune besoin 2= Faible besoin 3= Forte besoin	+

Source : Auteur, Juin 2025

Le tableau 2 souligne que la variable dépendante est le recours au crédit usurier qui est codé 1 lorsque les ménages utilisent ce crédit et 0 dans le cas contraire. Les variables explicatives retenues englobent l'âge du chef de ménage, l'activité principale, la taille du ménage, le niveau d'éducation, le revenu mensuel, l'accès aux services financiers formels, les besoins de subsistance et les obligations traditionnelles.

2.3. Modèle d'analyse

Pour estimer les déterminants du recours au crédit usurier, nous avons utilisés le modèle de régression logistique. Ce choix se justifie par la nature binaire de la variable dépendante, qui indique si le ménage a eu recours ou non au crédit usurier. Le modèle logit permet ainsi d'estimer la probabilité qu'un ménage recoure au crédit usurier en fonction de plusieurs variables explicatives.

Mathématiquement, le modèle s'écrit comme suit :

$$\text{Logit}(p) = \beta_0 + \beta_1 * \text{Age} + \beta_2 * \text{Activité} + \beta_3 * \text{Taille} + \beta_4 * \text{Education} + \beta_5 * \text{Revenu} + \beta_6 * \text{Accès formel} + \beta_7 * \text{Besoins de subsistance} + \beta_8 * \text{Obligations traditionnelles}$$

Dans cette équation, p désigne la probabilité qu'un ménage recoure au crédit usurier. Les coefficients β montrent le sens et l'intensité de l'association entre chaque variable explicative et le recours au crédit usurier. Les résultats sont interprétés à partir des coefficients, des valeurs p et des odds ratios. Un odds ratio supérieur à 1 indique une augmentation des chances de recours, tandis qu'un odds ratio inférieur à 1 indique une diminution. Les traitements statistiques ont été réalisés sous SPSS.

3. RESULTATS

3.1. Statistiques descriptives

Le tableau 3 présente les profils des ménages enquêtés tels que le sexe, le niveau d'éducation, la taille, l'activité principale, le revenu mensuel, l'accès aux services financiers formels, les obligations traditionnelles et les besoins de subsistance.

Tableau N° 3 : Caractéristiques socio-économiques des ménages enquêtés (n= 350)

Variable	Modalité	Fréquence	Pourcentage
Sexe du chef de ménage	Homme	296	84,6 %
	Femme	54	15,4 %
	Total	350	100,0 %
Niveau d'éducation	Primaire	183	52,3 %
	Secondaire	150	42,9 %
	Universitaire	17	4,8 %
	Total	350	100,0 %
Activité principale	Secteur primaire	212	60,6 %
	Secteur secondaire	31	8,8 %
	Secteur tertiaire	107	30,6 %
	Total	350	100,0 %
Revenu mensuel	Moins de 250 000 Ar	206	58,9 %
	250 000 à 499 999 Ar	123	35,1 %
	500 000 Ar et plus	21	6,0 %
	Total	350	100,0 %
Obligations traditionnelles	Oui	296	84,6 %
	Non	54	15,4 %
	Total	350	100,0 %
Accès aux services financiers formels	Oui	20	5,7 %
	Non	330	94,3 %
	Total	350	100,0 %
Besoins de subsistance	Aucune besoin	44	12,6 %
	Faible besoin	107	30,6 %
	Forte Besoin	199	56,8 %
	Total	350	100,0 %

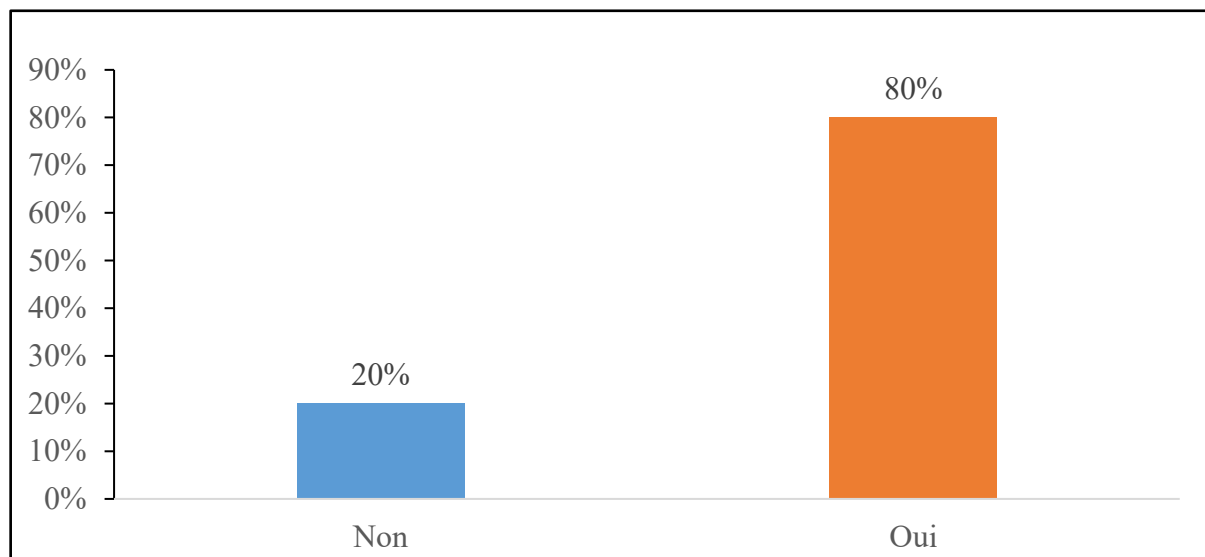
Source : Auteur, Juin 2025

D'après ce tableau, parmi les 350 ménages enquêtés, 84,6 % des chefs de ménages sont des hommes. En matière de niveau d'éducation, 52,3 % dispose de niveau primaire. En plus, l'activité la plus répandue est celle du secteur primaire, avec une proportion de 60,6 %. Concernant le revenu, le résultat révèle que 58,9 % des ménages gagnent un revenu mensuel de moins de 250 000 Ar. En outre, seuls 5,71 % des ménages déclarent avoir accès aux services financiers formels. Enfin, 56,8 % des répondants affirment avoir de forts besoins de subsistance tandis que 84,6 % sont confrontés aux obligations liées aux traditions.

3.2. Prédominance du recours au crédit usurier

La figure 1 présente la répartition des ménages enquêtés selon leur utilisation du crédit usurier comme source de financement.

Figure 1 : Répartition des ménages selon le recours au crédit usurier



Source : Auteur, Juin 2025

La figure 1 révèle que le crédit usurier est une pratique répandue dans la zone étudiée : 80 % des ménages déclarent avoir utilisé le crédit usurier, tandis que 20 % affirment ne pas l'avoir utilisé.

3.3. Caractéristiques et fonctionnement du crédit usurier

Le tableau 4 présente les différentes caractéristiques et modalités de fonctionnement du crédit usurier identifiées auprès des ménages enquêtés.

Tableau N° 4 : Modalités pratiques du crédit usurier

Variable	Modalité	Fréquence	Pourcentage
Type de crédit usurier	Volamiteraky (en numéraire)	187	66,8 %
	Bongary (en paddy de riz)	93	33,2 %
	Total	280	100,0 %
Taux d'intérêt	100% (semestriel)	160	57,1 %
	75% (trimestriel)	120	42,9 %
	Total	280	100,0 %
Garanties exigées	Rizièrè	177	63,2 %
	Terrain	10	3,6 %
	Pas de garantie	93	33,2 %
	Total	280	100,0 %

Source : Auteur, Juin 2025

D'après ce tableau, le crédit usurier est principalement pratiqué sous deux formes, à savoir le crédit en numéraire (Volamiteraky) et le crédit en nature (Bongary). La modalité la plus fréquente est le prêt en numéraire, soit 66,8 % contre 33,2 % pour le crédit en nature accordé en paddy de riz. Concernant les modalités de remboursement, 57,1 % des ménages interrogés sont soumis au système « Vakifalafa », un mécanisme de double de remboursement à échéance de six mois, correspondant à la période de récolte. Ce principe s'applique même lorsque l'emprunt est contracté un mois avant la période de récolte. Quant aux garanties, 63,2 % des ménages utilisent leurs rizières comme garanties dans un prêt. A l'inverse, 33,2 % des prêts contractés par les ménages ne requièrent pas de garanties, mais il s'agit de prêts de faibles montants ou de faibles quantités.

3.4. Résultats de la régression logistique

Le tableau 5 présente les résultats de la régression logistique qui analyse l'influence des variables explicatives sur le recours au crédit usurier.

Tableau N°5 : Résultats de l'estimation du modèle logistique

Variable	Coefficient (B)	Sig.	Odds Ratio
Age du chef de ménage	-0,35	0,199	0,966
Activité principale	0,196	0,432	1,217
Taille du ménage	1,074***	0,002	2,928
Niveau d'éducation	-1,505***	0,000	0,222
Revenu mensuel	-1,906***	0,000	0,149
Accès aux services financiers formels	-3,672***	0,001	0,025
Obligations traditionnelles	1,754***	0,002	5,779
Besoins de subsistance : aucune besoin	-2,104***	0,004	0,122
Besoins de subsistance : faible besoin	-2,162***	0,001	0,115
Besoins de subsistance : forte besoin	Référence	-	1,00

Note : *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,10$.

Source : Auteur, Juin 2025

Plusieurs variables influencent le recours au crédit usurier. A cet égard, la taille du ménage affiche un coefficient positif et significatif, suggérant que les ménages de taille grand ont plus de chance de recourir à l'usurier que les ménages de petits tailles (OR= 2, 928 ; $p=0,002$).

Les obligations traditionnelles (OR= 5,779 ; $p=0,002$) présentent un coefficient positif et significatif avec niveau d'odds ratios très élevé. Ce qui a conduit à une forte influence de cette variable sur le choix du crédit usurier.

Les besoins de subsistance ont un coefficient positif et significatif. Cela signifie que les manques de besoins essentiels poussent les ménages à trouver une alternative de financement auprès de prêteurs informels. La catégorie de référence est les ménages ayant des besoins élevés. Les ménages n'ayant aucun besoin (OR= 0,122 ; $p=0,004$) ou ayant des besoins faibles (OR= 0,115 ; $p=0,001$) ont moins de chances de recourir au crédit usurier que ceux confrontés à des besoins élevés. Autrement dit, plus les besoins de subsistance sont élevés, plus la probabilité de recourir au crédit usurier augmente.

En revanche, le niveau d'éducation (OR= 0,222 ; $p<0,001$), le revenu du ménage (OR=0,149 ; $p<0,001$) et l'accès aux services financiers formels (OR=0,025 ; $p=0,001$) réduisent significativement la probabilité de recours aux usuriers.

Enfin, l'âge du chef de ménage ($p=0,199$) et l'activité principale ($p=0,432$) n'ont pas d'effet significatif sur le choix du type du crédit.

Afin de faciliter la lecture des résultats du modèle logistique, le tableau 6 suivant présente une synthèse des effets des variables explicatives sur le recours au crédit usurier.

Tableau N°6 : Synthèses des principaux effets des variables explicatives

Variable	Effet observé sur le recours au crédit usurier	Significativité	Interprétation générale
Taille du ménage	Augmente le recours	Significatif	Les ménages de grande taille ont une probabilité plus élevée de recourir au crédit usurier.
Obligations traditionnelles	Augmente fortement le recours	Significatif	Les obligations traditionnelles constituent le déterminant le plus important du modèle.
Besoins de subsistance	Augmente le recours	Significatif	Les besoins élevés favorisent le recours au crédit usurier.
Niveau d'éducation	Réduit le recours	Significatif	Un niveau d'éducation plus élevé diminue la probabilité de recourir au crédit usurier.
Revenu mensuel	Réduit le recours	Significatif	Un revenu plus élevé limite la dépendance au crédit usurier.
Accès aux services financiers formels	Réduit fortement le recours	Significatif	L'accès aux services financiers formels joue un rôle protecteur contre le recours aux usuriers.
Age du chef de ménage	Aucun effet significatif	Non significatif	L'âge n'explique pas directement le recours au crédit usurier.
Activité principale	Aucun effet significatif	Non significatif	L'activité principale n'influence pas significativement le recours au crédit usurier.

Source : Auteur, juin 2025

Ces synthèses montrent que le recours au crédit usurier est principalement influencé par les obligations traditionnelles, la taille du ménage et les besoins de subsistance. A l'inverse,

le niveau d'éducation, le revenu mensuel et l'accès aux services financiers formels réduisent la probabilité de recours à ce type de crédit.

4. DISCUSSION

4.1. L'importance du crédit usurier

Les résultats montrent que le crédit usuraire reste encore une pratique répandue en milieu rural de la région sud-est de Madagascar. L'importance de ce crédit se justifie par le fort besoin de liquidités et immédiats des ménages pour couvrir les besoins essentiels et les dépenses liées aux traditions. Cette analyse rejoint les travaux de Morduch (1995), qui affirme que le crédit agit comme un mécanisme de lissage de consommation et gestion de risque pour les ménages vulnérables.

4.2. Les caractéristiques et le fonctionnement du crédit usurier

En milieu rural de la région sud-est, le crédit usurier se caractérise par des taux d'intérêt semestriel pouvant atteindre 100 %, par des conditions de remboursement difficiles et par des garanties parfois élevées. Ce résultat est proche de celui de Razanakoto (2020) qui montre que les taux d'intérêts usuriers dans la région Itasy Madagascar s'élèvent en moyenne à 15 à 20 % par mois et peuvent atteindre 100 % et plus dans certaines zones enclavées.

Les taux d'intérêts élevés sont souvent justifiés par les risques assumés par les prêteurs informels dans le cadre d'octroyer de petits montants de crédit sans garanties formelles. Ainsi, ils augmentent les taux d'intérêt afin de couvrir les risques de non-remboursement. (Hoff et Stiglitz (1990).

Cependant, ces explications ne suffisent pas à justifier l'ensemble des conditions contraignantes du crédit usurier dont un taux d'intérêt exorbitant, de garantie disproportionnée et modalité de remboursement défavorable. Dans certains cas, le crédit usurier peut être interprété comme une forme d'exploitation des ménages en situation de vulnérabilité et être perçu comme un mécanisme de prédation financière. Cette idée rejoint les analyses de Guérin (2015), qui montrent que les dispositions financières destinées aux pauvres peuvent exploiter les emprunteurs.

4.3. Les déterminants du recours au crédit usurier

Notre étude a montré que la taille du ménage, les besoins de subsistance et les obligations traditionnelles augmentent la probabilité de recours au crédit usurier. Par contre, le niveau d'éducation, le revenu et l'accès aux services financiers formels réduisent cette probabilité.

La taille du ménage augmente significativement le recours au crédit usurier. Ce résultat peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses quotidiennes dans les ménages nombreux. Ce

résultat corrobore avec les travaux de Manfred Zeller sur les marchés du crédit à Madagascar, qui mettent en évidence les caractéristiques des ménages et des mécanismes de rationnement dans l'accès au crédit rural, que ce soit formel soit informel.

Les obligations traditionnelles apparaissent comme le principal déterminant du modèle. Ce résultat constitue un apport important de l'étude car il montre que les comportements financiers des ménages ruraux ne s'expliquent seulement par les revenus ou par l'accès au crédit formel. Elles créent des dépenses importantes liées aux pratiques sociales et culturelles. Ces dernières poussent les ménages à chercher des financements rapides. Les travaux de Frédéric Sandron (2008) soutiennent cette idée, qui donne l'importance de fihavanana dans les relations économiques et sociales en milieu rural malagasy.

Les besoins de subsistance augmentent significativement le recours au crédit usurier. Les ménages confrontés à des difficultés financières utilisent souvent le crédit usurier pour couvrir les dépenses essentielles. Cette situation développe surtout dans la période de soudure. Ce résultat est en accord avec les travaux de Banerjee et Duflo (2011), qui soulignent l'utilisation du crédit comme mécanisme de lissage de consommation.

Le revenu réduit significativement le recours au crédit usurier. Les ménages disposant de revenu plus élevés sont moins exposés aux difficultés financières. Ils peuvent couvrir ses dépenses quotidiennes sans recourir au crédit informel. Ce résultat peut être rapproché des analyses de Beck et Dermigüç-Kunt (2008), qui soulignent l'influence de revenu et de la pauvreté dans l'accès aux services financiers.

Le niveau d'éducation réduit la probabilité de recours au crédit usurier. Cela signifie que les ménages plus instruits disposent de capacité de compréhension du système financier formel. Ce résultat diffère des travaux de Diagne (1999) sur le marché de crédit informel à Malawi, qui confirment que le niveau d'éducation n'a pas d'effet significativement sur l'accès aux services financiers formels et informels.

L'accès aux services financiers formels constitue un facteur protecteur contre le recours aux usuriers. Cela s'explique par le fait que l'accès aux institutions financières formelles ne conduit pas à l'utilisation du crédit usurier. Ce résultat rejoint les constats de la Banque mondiale à travers le Global Findex 2025, qui montre que l'accès aux comptes financiers ou aux services financiers formels reste encore limité à Madagascar. Cette convergence avec les données confirme l'importance de l'inclusion financière pour réduire la dépendance aux pratiques usurières.

L'âge et l'activité principale ne présentent pas d'effet significatif sur le recours au crédit usurier. Cette situation est expliquée par la présence des difficultés économiques et sociales affectant l'ensemble des groupes d'âge et des catégories d'activités.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'identifier les déterminants du recours au crédit usurier en milieu rural dans la région sud-est de Madagascar. A partir des données collectées auprès de 350 ménages, une régression logistique a été utilisée afin d'analyser les facteurs qui influencent le recours au crédit usurier. Le résultat révèle que le crédit usurier constitue une pratique dominante dans cette zone, avec un taux de recours de 80 % dans l'échantillon étudié.

Les résultats montrent également que les obligations traditionnelles constituent le principal facteur du recours au crédit usurier. La taille du ménage et les besoins de subsistance augmentent la probabilité d'utilisation de ce type de crédit. En revanche, le niveau d'éducation, le revenu élevé et l'accès aux services financiers formels réduisent significativement cette probabilité. Les variables âge et l'activité principale n'influencent pas significativement la probabilité d'utiliser du crédit usurier.

Pourtant, cette étude connaît certaines limites dont les données utilisées sont limitées dans le milieu rural de la région sud-est de Madagascar et ne permettent pas une généralisation du cas de rural à Madagascar. En plus, certaines variables ne sont pas retenues qui peuvent expliquer le recours au crédit usurier comme la distance par rapport aux institutions formelles et les chocs climatiques.

Cette étude met en évidence l'importance des obligations traditionnelles dans le comportement financier des ménages ruraux. Les résultats affirment aussi le rôle des contraintes économiques, sociales et institutionnelles dans le maintien du crédit usurier en milieu rural. Face à ces résultats, il serait nécessaire d'augmenter l'accès aux services financiers formels adaptés à la réalité locale, de développer l'éducation financière, et d'améliorer les conditions de vie des ménages.

BIBLIOGRAPHIE

- Armendáriz, B., & Morduch, J. (2010). *The economics of microfinance* (2nd ed.). MIT Press.
- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2011). *Poor economics: A radical rethinking of the way to fight global poverty*. PublicAffairs.
- Beck, T., & Dermigüç-Kunt, A. (2008). Access to finance: an unfinished agenda. *The World Bank Economic Review*, 22(3), 383-396. <https://doi.org/10.1093/wber/lhn021>
- Bhaduri, A. (1973). A study in agricultural backwardness under semi-feudalism. *The Economic Journal*, 83(329), 120–137. <https://doi.org/10.2307/2231104>
- Commission Nationale pour l’Inclusion Financière. (2018). *Stratégie nationale d’inclusion financière de Madagascar: SNIM 2018–2022*. Ministère des Finances et du Budget.
- Diagne, A. (1999). *Determinants of household access to and participation in formal and informal credit markets in Malawi* (FCND Discussion Paper No. 67). International Food Policy Research Institute. <https://doi.org/10.22004/ag.econ.94524>
- Hoff, K., & Stiglitz, J. E. (1990). Introduction: Imperfect information and rural credit markets—Puzzles and policy perspectives. *The World Bank Economic Review*, 4(3), 235–250. <https://doi.org/10.1093/wber/4.3.235>
- Institut National de la Statistique. (2024). *Enquête permanente auprès des ménages 2021–2022: Rapport*. INSTAT.
- Guérin, I. (2015). *La microfinance et ses dérives : émanciper, discipliner ou exploiter ?* Marseille ; Paris : IRD ; Demopolis, 298 p. ISBN : 978-2-35457-049-1.
- Leyshon, A., & Thrift, N. (1995). Geographies of financial exclusion: Financial abandonment in Britain and the United States. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 20(3), 312–341. <https://doi.org/10.2307/622654>
- Morduch, J. (1995). Income smoothing and consumption smoothing. *Journal of Economic Perspectives*, 9(3), 103–114
- Razanakoto, P. (2020). Rôles stratégiques de la microfinance rurale dans le secteur agricole de la Région Itasy (Hautes Terres Centrales de Madagascar). *Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian Journal of Tropical Geography*, 7(1), 23–29. <https://revuecangeotrop.ca/volume-7-numero-1/roles-strategiques-de-la-microfinance-rurale-dans-le-secteur-agricole-de-la-region-itasy-hautes-terres-centrales-de-madagascar-2/>
- Platteau, J.-P. (2000). *Institutions, social norms, and economic development*. Harwood Academic Publishers.

- Sandron, F. (2008). Le fihavanana à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales. *Revue Tiers Monde*, 195(3), 507–522. <https://doi.org/10.3917/rtm.195.0507>
- Schumpeter, J. A. (1934). *The theory of economic development: An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle* (R. Opie, Trans.). Harvard University Press. (Original work published 1911)
- Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Alfred A. Knopf.
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *The American Economic Review*, 71(3), 393–410.
- World Bank. (2025). *Global Findex Database 2025: Account ownership at a financial institution or with a mobile-money-service provider (% of population ages 15+) – Madagascar*. World Bank Data.
- Zeller, M. (1994). Determinants of credit rationing: A study of informal lenders and formal credit groups in Madagascar. *World Development*, 22(12), 1895–1907. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(94\)90181-3](https://doi.org/10.1016/0305-750X(94)90181-3)